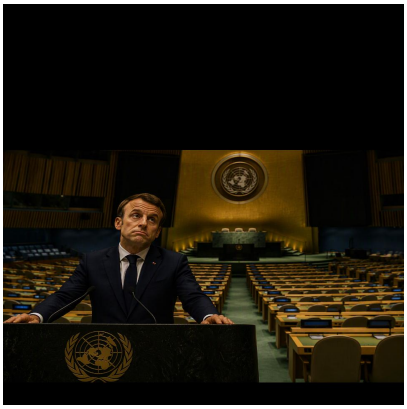


Macron à l'ONU : le « machin » dénoncé par de Gaulle est-il devenu un théâtre des mensonges ?

Description

Les Chroniques de Patrick Pilcer

Certaines erreurs peuvent être corrigées d'un mot. D'autres qui, prononcées à la tribune des Nations unies par le président de la République française, deviennent immédiatement une grave faute diplomatique.

Emmanuel Macron vient d'en offrir un exemple spectaculaire. À New York, évoquant la Judée Samarie, il a lancé : **« Le Hamas n'a jamais sévi en Cisjordanie. »**

C'est faux. Ce n'est même pas discutable, ni approximatif. C'est purement et simplement faux, archi-faux. Et l'actuel locataire de l'Elysée, pour à peine encore quelques semaines, le sait parfaitement.

Le Hamas ne gouverne certes pas la Cisjordanie. C'est d'ailleurs ainsi que l'Élysée a tenté ensuite de réinterpréter la déclaration présidentielle. Il ne gouverne pas car depuis des années, Mahmoud Abbas, révisionniste bien connu et reconnu comme tel par ailleurs, repousse les élections pour éviter que le Hamas ne prenne le pouvoir par les urnes. Le niveau de corruption et de mauvaise gouvernance à l'intérieur de « l'Autorité Palestinienne » est tel que la population aimerait vraiment, depuis des années, se débarrasser de cet ami de Macron, quitte à le remplacer par des barbares. C'est pour dire…

Le Hamas ne gouverne donc pas mais il y possède des réseaux, y mène des activités et y a organisé ou revendiqué des attaques. L'armée israélienne, avec l'aide de l'Autorité Palestinienne, annonce régulièrement le démantèlement de cellules qui lui sont affiliées ; l'Autorité palestinienne elle-même, seule, mène des opérations contre ses membres. *Le Monde*, peu suspect de complaisance envers le gouvernement israélien, a qualifié la déclaration présidentielle d'« erreur factuelle » et la prise de position d'« indéfendable ».

L'erreur, que dis-je, la faute, est d'autant plus saisissante que, quarante-huit heures auparavant, un franco-israélien, Netanel Shukrun, père de six enfants, était tué par balles près d'une source en Judée

Samarie alors qu'il s'y était rendu avec son fils pour se baigner avant Yom Kippour. Des responsables des services de sécurité israéliens ont identifié le suspect comme affilié au Hamas.

Voilà donc un président français expliquant à la planète que le Hamas n'a jamais sévi en Cisjordanie au moment même où la réalité venait tragiquement de lui répondre, par anticipation.

En diplomatie, les mots sont des actes. Les fautes aussi.

L'épisode serait presque anecdotique s'il ne s'inscrivait dans une surenchère rhétorique beaucoup plus large à l'Assemblée générale, souvent menée par les proches des frères musulmans et des islamistes. Le président turc Recep Tayyip Erdo?an a dénoncé une « mentalité génocidaire » israélienne. L'émir du Qatar a affirmé que ce qui s'est produit à Gaza constituait « un génocide dans tous les sens du terme ». Le roi Abdallah II de Jordanie, d'habitude plus modéré, y a été de son refrain, certainement pris par la petite musique ambiante, et a, pour sa part, qualifié certaines politiques israéliennes en Cisjordanie de déplacement forcé et de crime de guerre.

Emmanuel Macron, lui, n'a pas hésité et a parlé d'un **« spectacle qui nous fait honte à tous »** à propos de Gaza et de la Cisjordanie. Cherchait-il à garantir le financement de la dette française et de son déficit par le Qatar et les financiers du Hezbollah ? Honte, le mot était pourtant bien choisi, car le propos du locataire de l'Elysée nous fait honte à tous, il a fait honte à la France. Par chance, il n'y avait personne dans les travées de l'Onu pour l'écouter, car en France comme à l'international, ce futur ex-président est complètement discrédité, démonétisé.

On peut, bien sûr, parfaitement critiquer le gouvernement de Benyamin Netanyahou. On peut condamner les violences de certains « colons », encore faudrait-il comprendre pourquoi on appelle « colon » un juif installé en Judée, et dénoncer la politique d'apartheid des palestiniens qui interdisent l'achat de biens aux juifs ! On peut défendre la solution à un, deux, trois, ou quatre États, entre Israel, la Jordanie (qui était à l'intérieur du fameux mandat palestinien britannique), la Cisjordanie, et Gaza.

On peut exiger l'accès humanitaire à Gaza et rappeler Israël à ses obligations internationales. La France le fait d'ailleurs officiellement tout en réaffirmant son attachement à la sécurité d'Israël.

Mais **on ne renforce jamais une cause par une contre-vérité**. Et c'est peut-être là que se situe le véritable problème de ce discours. À force de vouloir distribuer les responsabilités morales, on risque d'effacer les responsabilités historiques, et on perd sa propre responsabilité politique.

Car le 7 octobre 2023 n'est pas une abstraction diplomatique.

Ce furent des massacres de civils, des prises d'otages et des violences sexuelles commis lors de l'offensive barbare conduite par le Hamas. L'ONU, elle-même, continue de qualifier ces attaques de terroristes et d'« abhorrentes », odieuses. Certains juristes ont analysé ces crimes comme pouvant satisfaire les éléments constitutifs du génocide, notamment en raison du ciblage de Juifs et de l'idéologie du Hamas. Mais entend-on Macron, Mélenchon ou Ségolène Royal dénoncer régulièrement ce génocide ?

La même rigueur doit s'appliquer à Gaza.

On peut employer tous les mots de la colère politique. Mais le droit possède ses propres exigences. À

ce jour, **la Cour internationale de Justice n'a rendu aucun jugement au fond concluant qu'Israël avait commis un génocide**. Et n'en déplaise à Ségolène Royal ou à Emmanuel Macron, en tant que citoyen français, je soutiens le droit d'Israel à se défendre contre la barbarie, et à pourchasser les terroristes jusque dans leurs « chiottes », tout comme nous nous sommes défendus contre ce même type de barbarie après le Bataclan, ou Charlie Hebdo. Nous avions frappé durement Daesh, nous avons bombardé Raqqa, et tant mieux. Tout comme les Américains et les Français ont traqué les terroristes d'Al qaida jusque dans leurs « chiottes ». Tout comme nous avons éliminé Saddam Hussein et Ben Laden jusque dans leurs planques ! tout comme il faudrait éliminer les terroristes « gardiens de la révolution » en Iran jusque dans leurs « chiottes » !

Mais qui parle encore des plus de 50000 innocents tués par ces monstres en janvier en Iran ? Qui en a parlé à la tribune de l'Onu ? certainement pas Macron, Erdogan, le Qatar, et tous les autres ! Seulement Trump et Bibi ! c'est un fait là aussi, c'est ainsi !

Dire cela ne revient ni à nier les immenses souffrances des civils palestiniens ni à exonérer Israël de ses obligations. Cela revient simplement à défendre une chose devenue étrangement précieuse : **le sens des mots.**

Et c'est cela que l'on attend de la France. La diplomatie française ne devrait être ni l'écho de Jérusalem, ni celui de Doha, ni celui d'Ankara. Elle devrait être la voix de la France.

Une voix capable de dire simultanément que les Palestiniens ont droit à un avenir politique, que les civils doivent être protégés, mais que les violences doivent être condamnées, que les barbares doivent être éradiqués et que le Hamas demeure une organisation terroriste dont l'action ne disparaît pas parce qu'elle dérange la démonstration du jour. Tout comme le Hezbollah au Liban !

La vérité n'oblige pas à choisir son camp. Elle oblige à ne pas mentir.

La France traverse déjà une crise de confiance. Elle possède une dette considérable, des finances publiques sous tension et une société profondément fracturée après dix tristes années de pouvoir de Macron et de ses premiers ministres successifs.

Dans un tel moment, la parole présidentielle devrait avoir une qualité particulière : **la précision**. À l'intérieur comme à l'extérieur. Car lorsque la politique perd le contact avec la réalité, elle finit toujours par perdre le contact avec les citoyens.

Et lorsqu'à la tribune de l'ONU les faits deviennent accessoires au récit que l'on veut construire, le « machin » cesse peu à peu d'être le lieu où les nations confrontent leurs vérités. Il devient une scène où chacun récite la sienne.

La République française devrait avoir une autre ambition. C'était déjà cette ambition que de Gaulle proposait. Lorsqu'il qualifiait l'Onu de « machin », c'était pour dénoncer le comportement de l'Onu, qui tentait de s'immiscer dans la question algérienne, qui créait plus de confusion que de solutions au Congo, et qui tentait d'imposer ses vues aux états alors que seules les Nations disposent de la légitimité politique.

Un président ne devrait jamais dire cela… il ne devrait jamais propager des mensonges, il ne devrait jamais ajouter sa voix au vacarme. Mais il devrait rappeler que la paix commence toujours par une exigence : appeler les faits par leur nom, et ne pas ajouter au malheur du monde !

Patrick Pilcer

Categorie

1. Édito

date créée
25 septembre 2026